

**COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'ÉDUCATION ET  
D'HÉBERGEMENT**

*15 octobre 2002*

**Convention collective de travail du ... .. instaurant un fonds de sécurité d'existence  
dénommé «Fonds social intersectoriel BICO (FSIB)» et en fixant les statuts**

**A. INSTITUTION**

Article 1<sup>er</sup>

Par la présente convention collective de travail et en application l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa, 1<sup>o</sup> de la du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, les Commissions paritaires instaurent un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et tous les travailleurs bicommunautaires relevant de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale et ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 3

La présente convention collective de travail sort ses effets le ... .. et est conclue pour une durée indéterminée.

*1<sup>er</sup> septembre 2002*

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement. Le président envoie une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires.

**B. STATUTS**

CHAPITRE I<sup>ER</sup>: DÉNOMINATION

Article 4 *1<sup>er</sup> septembre 2002*

A partir du ... .., un Fonds de sécurité d'existence est instauré, dénommé «Fonds social intersectoriel BICO (FSIB)».

Le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Quai du commerce 48. Ce siège peut être transféré à une autre adresse par décision unanime du conseil d'administration du fonds.

CHAPITRE II: BUT

Article 5

Le fonds instauré par la présente convention collective de travail assure le financement d'initiatives pour l'emploi et la formation. À cette fin, le fonds reçoit et gère le produit des réductions de cotisations provenant des réserves non récurrentes du Fonds sectoriel du Maribel social pour les établissements et services relevant de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale et ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et versé audit fonds par le Fonds fédéral de

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

1 3 -11- 2002

03 -01- 2003

NF:  
N°

64 930 16/319

récupération instauré par arrêté royal du 18 juillet 2002, portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

### CHAPITRE III: FINANCEMENT

#### Article 6

Les moyens financiers du fonds consistent en:

- le produit des réductions de cotisations mentionné à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> de la présente convention collective de travail, y compris les rentes;
- les autres moyens financiers qui seraient affectés par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle.

#### Article 7

Les frais d'administration du fonds sont fixés chaque année par le conseil d'administration prévu par l'article 11.

### CHAPITRE IV: GESTION

#### Article 8

Le fonds est géré par un conseil d'administration paritaire qui se compose de <sup>dix</sup>~~douze~~ membres effectifs. 1,

Ces membres sont désignés par la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, pour moitié sur la proposition des organisations représentatives des employeurs et pour moitié sur la proposition des organisations représentatives de travailleurs.

#### Article 9

Les membres du conseil d'administration sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Commission paritaire.

Le mandat de membre au sein du Comité de gestion se termine en cas de démission ou de décès ou lorsque la durée du mandat prend fin ou lorsque l'organisation qui a proposé le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé ne fait plus part de l'organisation qui l'a proposé.

Le cas échéant, le nouveau membre termine le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du Comité de gestion sont renouvelables.

#### Article 10

Les membres du conseil d'administration ne prennent aucun engagement personnel concernant les obligations du fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exercice du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

#### Article 11

Le conseil d'administration choisit chaque année un président et un vice-président parmi ses membres, alternativement de la délégation de travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la personne qui est chargée du secrétariat.

#### Article 12

Le conseil d'administration dispose des compétences les plus étendues pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, ces statuts et l'arrêté royal du 5 février 1997.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, ce dernier intervient dans tous ses actes et procède en justice par l'intermédiaire du président et du vice-président ensemble, chacun remplacé le cas échéant par un membre du conseil, désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a notamment pour tâches :

- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuel du personnel du fonds;
- d'exercer le contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de ces statuts;
- de fixer les frais d'administration;
- de transmettre un rapport écrit à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement sur l'accomplissement de sa mission pendant le mois de juin de chaque année;
- de transmettre aux instances compétentes les rapports prévus par ou en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997.

#### Article 13

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du conseil d'administration, soit sur l'invitation du président intervenant d'office, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signé par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ce procès-verbal sont signés par le président et le vice-président.

#### Article 14

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié, tant des membres de la délégation de travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, sont présents.

#### Article 15

Sauf disposition contraire dans le règlement d'ordre intérieur rédigé par le conseil d'administration, les décisions de celui-ci sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

### CHAPITRE V: CONTRÔLE

#### Article 16

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, le Fonds désigne un réviseur pour le contrôle de la gestion du fonds.

Le réviseur doit rendre compte de sa mission au moins une fois par an à la Commission paritaire.

### CHAPITRE VI: BILAN ET COMPTES ANNUELS

#### Article 17

Chaque année au 31 décembre, le bilan et les comptes annuels de l'exercice écoulé sont clôturés.

## CHAPITRE VII: DISSOLUTION ET LIQUIDATION

### Article 18

Le fonds est instauré pour une durée indéterminée.

### Article 19

Il est dissous par la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement suite à un préavis éventuel, tel que prévu à l'article 3.

### Article 20

La Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et désigne la destination des avoirs.

**PARITAIR COMITE VAN DE OPVOEDINGS- EN  
HUISVESTINGSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN**

*15 oktober 2002*  
**Collectieve arbeidsovereenkomst van ..... m.b.t. de oprichting van een  
fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Intersectoraal Sociaal Fonds BICO  
(ISFB)" en vaststelling van de statuten.**

**A. OPRICHTING**

**Artikel 1** Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, eerste lid, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richten de Paritaire Comités een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

**Artikel 2** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle bicommunautaire werkgevers en alle werknemer behorend tot de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels hoofdstedelijk gewest en die ressorteren onder het paritair comité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten.

Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

*1 september 2002*  
**Artikel 3** Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking op ..... en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elke van de partijen worden opgezegd vóór 30 juni van ieder jaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair comité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten. De voorzitter laat een kopie van de opzegging geworden aan elk van de ondertekenende partijen.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR, N°
13-11-2002	03-01-2003	6493016/319.

## B. STATUTEN

### HOOFDSTUK I - BENAMING

Artikel 4 Met ingang van 1 september 2002 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht genaamd "**Intersectoraal Sociaal Fonds BICO (ISFB)**".

De maatschappelijke zetel van het fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Handelskaai, 48. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de Raad van Beheer van het fonds, elders overgeplaatst worden.

### HOOFDSTUK II - DOEL

Artikel 5 Het fonds, opgericht door deze collectieve arbeidsovereenkomst, verzekert de financiering van tewerkstellings- en vormingsinitiatieven. Hiertoe ontvangt en beheert het fonds de sommen van de bijdragevermindering komende uit de "niet-recurrente" reserves van het Sectoraal Fonds Sociale Maribel voor de instellingen en diensten behorend tot de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels hoofdstedelijk gewest en die behoren tot het paritair comité voor de opvoedings- en huisvestingsinstellingen en aanbedoeld Fonds gestort door het Federaal terugvondingsfonds opgericht bij Koninklijkbesluit dd. 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

### HOOFDSTUK III - FINANCIERING

Artikel 6 De geldmiddelen van het fonds bestaan uit:

- \* de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5, alinéa 1 van deze overeenkomst, met inbegrip van de renten;
- \* de andere geldmiddelen die zouden toegekend worden door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 7 De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door de Raad van Beheer voorzien bij artikel 11.

### HOOFDSTUK IV - BEHEER

Artikel 8 Het fonds wordt beheerd door een paritaire Raad van Beheer samengesteld uit ~~twaaftien~~ <sup>14</sup> effectieve leden.

Deze leden worden aangeduid door het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Artikel 9 De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor dezelfde période alsdeze van hun mandaat als lid van het Paritair Comité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslagneming of door overlijden of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

**Artikel 10** De leden van de Raad van Beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

**Artikel 11** De Raad van Beheer kiest elk jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging.

Hij duidt eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

**Artikel 12** De Raad van Beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door en / of krachtens de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de Raad daartoe door de Raad van Beheer aangesteld.

De Raad van Beheer heeft onder meer als opdrachten:

- \* over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds;
- \* contrôle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- \* de administratiekosten vast te stellen;
- \* tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten over de vervulling van zijn opdrachten;
- \* aan de bevoegde instanties de verslagen voorzien door en / of krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 over te maken.

**Artikel 13** De Raad van Beheer vergadert minstens eenmaal per semester.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft van zijn leden, hetzij op vraag van één der in zijn schoot vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de dagorde bevatten.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Artikel 14 De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Artikel 15 Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijkreglement opgesteld door de Raad van Beheer, worden zijn beslissingen getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden.

#### HOOFDSTUK V - CONTROLE

Artikel 16 Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Fonds een bedrijfsrevisor aan ter contrôle van het beheer van het Fonds. De revisor brengt minstens éénmaal per jaar verslag uit over zijn opdracht aan het Paritair Comité.

#### HOOFDSTUK VI - BALANS EN REKENINGEN

Artikel 17 Elk jaar worden op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

#### HOOFDSTUK VII - ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 18 Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde duur.

Artikel 19 Het wordt ontbonden door het Paritair Comité ingevolge een gebeurlijke vooropzeg zoals voorzien in artikel 3.

Artikel 20 Het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en –diensten wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en duidt de bestemming van het vermogen aan.

\*

\* \*